Pour les droits du peuple palestinien

Appel publié avec un grand nombre de signataires dans la presse francophone

Citoyens français d'origine juive ou arabe, nous avons lancé en tant que tels deux appels à la solidarité avec le peuple palestinien. Par cette démarche inhabituelle, nous n'entendions pas nous enfermer dans des ghettos communautaires mais montrer que les enjeux politiques du conflit et les solidarités traversent les appartenances nationales ou religieuses. Nous nous rejoignons aujourd'hui pour soutenir ensemble les droits nationaux et démocratiques palestiniens tout en condamnant fermement " toute dérive raciste ou confessionnelle au Moyen-Orient et en France ". Nous le disons d'une seule et même voix, avec tous ceux et celles qui, en France, de toutes origines, refusent la logique de guerre et sa chronique d'un désastre annoncé.

Le soulèvement de la jeunesse des territoires occupés ne résulte d'aucun complot ou manipulation. Il est le résultat des humiliations et des frustrations accumulés, du non respect par les gouvernements israéliens successifs de leurs propres engagements, de la poursuite de l'implantation des colonies, de l'étranglement économique et stratégique des territoires réduits à un " archipel " sous tutelle.

Trois mois après le début de la nouvelle Intifada, le bilan du côté palestinien dépasse déjà les trois cents morts, au rythme désormais banal de plusieurs victimes quotidiennes, et de neuf mille blessés. L'armée israélienne a aussi tué une quinzaine de ses propres citoyens, arabes israéliens. Partout ailleurs dans le monde, ces crimes auraient suscité une vague de protestations et d'indignation. La passivité de l'opinion internationale et des intellectuels souligne une fois encore " la tragique solitude des palestiniens ".

Rien, dans la situation actuelle ne permet d'entrevoir une issue à court terme. L'étranglement militaire et le blocus économique provoquent une détérioration chaque jour plus grave des conditions de vie dans les territoires occupés. La dynamique d'apartheid imposée par les dirigeants israéliens se confirme. Cette spirale est grosse d'une nouvelle tragédie, tant pour la population palestinienne que pour les juifs israéliens eux-mêmes.

L'avenir et la sécurité des citoyens israéliens ne peuvent être dissociés de celui des Palestiniens. A terme, seule la reconnaissance de droits nationaux et civiques égaux, sans oppression ni discrimination, peut créer les conditions d'une paix durable. Cette perspective, seule raisonnable, passe dans l'immédiat par l'application des résolutions de l'Onu, par le retrait inconditionnel d'Israël des territoires occupés depuis 1967, le démantèlement des colonies d'occupation, par la création d'un Etat palestinien souverain, par le droit au retour des réfugiés chassés de leur terre depuis 1948. Nous joignons nos voix pour exiger le démantèlement immédiat des colonies des territoires occupés et du Golan : leur leur implantation, poursuivie sous les différents gouvernements israéliens, au mépris de toutes les résolutions de l'Onu, constitue le premier défi et le premier obstacle à une logique de paix. Nous exigeons également la levée immédiate du blocus de la Cisjordanie et de Gaza, et l'envoi d'une aide sanitaire et sociale à leur population.

La paix entre deux peuples dans l'égalité des droits et le respect mutuel est nécessaire et possible. A la mesure modeste de nos moyens, notre geste commun entend y contribuer. Nous nous constituons aujourd'hui en collectif ouvert à tous pour soutenir les droits du peuple palestinien et œuvrer à la relance d'une dynamique de paix.